

## **Mémoire présenté au Comité spécial sur la réforme électorale (ERRE), Toronto, 20 septembre 2016**

Par John Deverell, journaliste retraité du *Toronto Star*, ancien président de la Southern Ontario Newsmedia Guild (Unifor), trésorier fondateur de Fair Vote Canada et membre actuel du Parti vert du Canada.

### **Quel problème la réforme du système électoral vise-t-elle à régler et quelle est la solution?**

**Premier principe** : le principe fondamental de la démocratie représentative est l'égalité politique des citoyens, exprimée sous la forme d'un système où les électeurs peuvent voter de façon équitable et efficace et où il y a une représentation proportionnelle des électeurs à la Chambre basse du Parlement, qui est l'Assemblée législative des représentants du peuple.

Depuis 150 ans, le système de représentation politique du Canada échoue à ce test élémentaire.

**La réalité** : le scrutin majoritaire uninominal à un tour (SMUT) tourne en dérision l'allégation selon laquelle le Canada est une démocratie représentative. Ce système joue un très vilain tour aux Canadiens, à partir du moment où ils sont nés ici ou qu'ils arrivent sur les terres canadiennes.

La triste vérité est que, à chaque élection, le bulletin de vote d'environ la moitié des électeurs du Canada a un effet placebo, puisque ceux-ci n'élisent personne. Les défenseurs et les partisans du SMUT sont sereins quant au fait d'imposer à la moitié de la population une taxation sans représentation. Ils font preuve d'un mépris absolu du sens ordinaire des mots en qualifiant le SMUT de « démocratique » tout en niant à la moitié de la population adulte le droit de choisir ses représentants à la Chambre des communes et de tenir ceux-ci responsables de leurs actes.

Dans ce système, le député qui vote au Parlement sait très bien, chaque fois, que bon nombre de ses électeurs voteront contre. Le fait de prétendre qu'un seul législateur peut représenter tous les électeurs dans un district géographique est assez illogique et malhonnête. C'est de la propagande puérile contre la démocratie représentative.

**Des progrès ont-ils été réalisés?** Heureusement, Ottawa a officiellement reconnu que le statu quo n'est plus acceptable. Une grande majorité des législateurs du Canada ont promis, au cours de la dernière campagne électorale, d'apporter des changements immédiats et fondamentaux à la méthode utilisée par les Canadiens pour élire les députés de la Chambre des communes.

De nombreux députés de tous les partis comprennent que ces changements sont nécessaires si la légitimité de l'état de droit doit être encouragée et soutenue dans l'esprit de la population diversifiée du Canada sans des niveaux de coercition de l'État indésirables, coûteux, toujours croissants et probablement inefficaces.

Le gouvernement Trudeau a créé votre comité sur la réforme électorale pour que vous proposiez, d'ici le 1<sup>er</sup> décembre de cette année, un mode de scrutin démocratique canadien.

Le Nouveau Parti démocrate et ses députés proposent un système dans lequel chaque vote compte et où les électeurs peuvent voter de façon équitable et efficace et où il y a une représentation proportionnelle à la Chambre des communes. Le Parti vert s'est aussi engagé à faire en sorte que chaque vote compte.

**La promesse démocratique historique des libéraux** : en juin 2015, sous la bannière du « changement réel », le Parti libéral du Canada a adhéré au camp des partis parlementaires démocratiques. Avec l'appui d'un grand nombre de candidats libéraux qui applaudissaient, Justin Trudeau se tenait devant les caméras et a dit d'entrée de jeu : « Nous ferons en sorte que chaque vote compte ».

Justin Trudeau a promis de mettre fin au SMUT et d'apporter les modifications nécessaires à la *Loi électorale du Canada* d'ici mai 2017.

**Pas de référendum** : veuillez noter qu'il n'y avait pas de marge de manœuvre dans ce calendrier démocratique pour soumettre la réforme du système électoral à un référendum.

À mon avis, le premier ministre Trudeau a compris que la réforme électorale est une question de leadership, non de subordination. Un droit fondamental de la citoyenneté démocratique, à savoir voter de façon équitable et efficace, ne devrait pas se mesurer, dans une campagne référendaire, à l'hostilité toxique et mensongère des citoyens antidémocratiques (nous en avons quelques-uns), des hommes politiques antidémocratiques (nous en avons aussi quelques-uns) ou des magnats de la presse antidémocratiques et leurs employés journalistes. (À cet égard, le jeune Trudeau est fait

de la même étoffe que son père, Pierre-Elliot Trudeau, qui a sagement évité de soumettre la *Charte canadienne des droits et libertés* à un référendum.)

Les élus qui comprennent les bienfaits fonctionnels des droits de la personne, de l'inclusion démocratique et de l'égalité politique des citoyens doivent incarner ces valeurs fondamentales inscrites dans le droit s'ils en ont la chance. Le gouvernement majoritaire libéral du Canada, soutenu par les députés d'au moins deux partis d'opposition et peut-être plus, a maintenant cette occasion unique dans l'histoire.

**Faire en sorte que chaque vote compte** : lorsque Justin Trudeau a déclaré : « Nous ferons en sorte que chaque vote compte » – sous les applaudissements de ses candidats rassemblés – lui et le Parti libéral ont publiquement renoncé au mode de scrutin préférentiel. Ce mode de scrutin dans les circonscriptions uninominales est le frère dopé aux stéroïdes du SMUT – il s'agit d'un autre système où le vainqueur rafle tout, ce qui laisse délibérément environ la moitié de tous les électeurs sans représentation aucune à la Chambre des communes par leurs candidats et leurs partis préférés.

Le mode de scrutin préférentiel, avec lequel le Parti libéral a flirté brièvement avant 2015, serait un sabotage cynique du véritable changement démocratique. Le Premier ministre Trudeau, lorsqu'il a affirmé que sa réforme du système électoral exigera davantage que l'approbation du Parti libéral et, encore une fois, lorsqu'il a convenu de structurer votre comité équitablement, il a signalé à ses partisans que l'option mode de scrutin préférentiel est politiquement morte.

**Les questions que j'adresse aux membres libéraux du comité.** Premièrement, Justin Trudeau était-il sincère et honnête lorsqu'il a dit : « Nous ferons en sorte que chaque vote compte »? Tous les candidats libéraux qui applaudissaient, notamment sans doute certains d'entre vous, se sont-ils engagés avec votre chef à tenir la promesse électorale audacieuse et historique que vous et le Parti libéral avez faite?

Deuxièmement, allez-vous vous joindre aux députés des autres partis pour recommander un système permettant aux Canadiens de voter de façon égale et efficace et une représentation proportionnelle pour tous ceux-ci – et de donner ainsi la possibilité au gouvernement Trudeau de présenter une mesure législative sur la réforme électorale largement acceptable en mai prochain?

**Les questions que j'adresse aux députés néo-démocrates du comité** : Vous préférez un mode de scrutin proportionnel mixte, mais êtes-vous, ainsi que votre parti, réellement opposés au SMUT? Êtes-vous vraiment ouverts? Êtes-vous prêts à appuyer et à

promouvoir une réforme du système électoral afin que presque tous les Canadiens puissent voter d'une façon égale et efficace?

**Les questions que j'adresse à tous les membres du comité :** À l'approche du 150<sup>e</sup> anniversaire du Canada, éviterez-vous les arguties partisans tracassières et vous efforcerez-vous de vous entendre sur une façon particulière de faire en sorte que chaque vote compte? Ferez-vous tout votre possible pour faire du Canada, pour la première fois dans notre histoire, une véritable démocratie représentative?